



COMMISSION DE
L'OcéAN INDIEN

Du 13 au 19 février 2024

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1	Projet GPS	2
	<ul style="list-style-type: none">• Projet Gouvernance, Paix et Stabilité de la COI : « Bilan positif après deux années »• Entretien exclusif avec Jean-Luc Mootosamy, journaliste, directeur de « Media Expertise »	
1.2	Projet Sécurité portuaire	8
	<ul style="list-style-type: none">• Formation sur l'évaluation des risques des installations portuaires	
1.3	Projet RECOS	10
	<ul style="list-style-type: none">• Un Projet d'Initiative Collaborative avec RECOS	

2. Centres d'Intérêts

2.1	Energies renouvelables	11
	<ul style="list-style-type: none">• Développement énergétique : Engagement du Japon orienté vers les énergies renouvelables	
2.2	Sécurité maritime	12
	<ul style="list-style-type: none">• Corne de l'Afrique : le spectre d'un réveil de la piraterie somalienne	
2.3	Tourisme	14
	<ul style="list-style-type: none">• Arrivées touristiques : La barre de 1,3 million pas franchie	
2.4	Economie	15
	<ul style="list-style-type: none">• Schéma d'aménagement régional : la Région réuni la commission d'élaboration et de suivi	
2.5	Société	16
	<ul style="list-style-type: none">• La création imminente d'une Digital School à Madagascar	
2.6	Développement durable	17
	<ul style="list-style-type: none">• Seychelles' youth enhance knowledge on sustainable fisheries	

Projet Gouvernance, Paix et Stabilité de la COI : « Bilan positif après deux années »

Commission de l'océan Indien



La Commission de l'océan Indien confirme la valeur ajoutée d'une action collective et de la mise en réseau pour renforcer la gouvernance et la stabilité en Indianocéanie. C'est l'une des conclusions du troisième comité de pilotage du projet Gouvernance, paix et stabilité (GPS) de la COI tenu les 12 et 13 février 2024 aux Seychelles. « En effet, les résultats du projet GPS sur 2023 et le plan de travail validé pour 2024 marquent des avancées positives en collaboration avec les institutions nationales et les acteurs non-étatiques », indique la COI qui rappelle que « le projet GPS bénéficie du soutien de l'Agence française de développement ».

La troisième année de mise en œuvre verra la consolidation du rôle de la COI dans la promotion de la paix et de la stabilité à travers le déploiement de son Unité de gouvernance, nouvellement créée. La COI entend ainsi valoriser le savoir-faire régional et asseoir ses capacités en termes de suivi des contextes politiques et de médiation conformément aux attentes des États membres. 2024 sera aussi une année de soutien direct aux acteurs non-étatiques pour la promotion de la paix, du dialogue social ou des droits humains grâce à un appel à projets pour une enveloppe totale de 450.000 euros. Lancé au dernier trimestre 2023, près de 10 projets élaborés sur 12 mois, autour de la sensibilisation à la participation active des jeunes, des femmes et des personnes vulnérables dans la vie publique, l'éducation citoyenne et la cohésion sociale seront soutenus dans le cadre de cet appel à projet.

Le comité de pilotage a également été l'occasion de faire le bilan des activités de 2023. En quelques chiffres, 2023, c'est : 90 % des activités prévues pour cette deuxième année de mise en œuvre ont été réalisées dont :

- La poursuite de l'appui et le renforcement des acquis en 2022. Les trois réseaux redynamisés (l'Association des Parlements des États membres de la COI, le réseau électoral de l'océan Indien, la plateforme des femmes en

politique de l'océan Indien) disposent actuellement de leurs statuts, règlement intérieur et plan d'action.

- La création d'un cadre de dialogue entre les organes de gestion des élections, partis politiques et médias concernant les bonnes pratiques électorales.

- La mobilisation des organes de la société civile à proposer des actions concrètes dans les domaines de la prévention de crise, des processus électoraux et de la bonne gouvernance à travers un appel à projet.

- La mise en place de l'unité de gouvernance au sein de la COI pour assurer la pérennisation du projet.

8 formations organisées à destination de divers publics : professionnels des médias, organisations de la société civile, commissions des droits humains, parlements, organes de gestion des élections. Ces formations ont été organisées en réponse aux demandes des États membres de la COI.

Près de 100 institutions touchées

Les partenariats avec les organisations régionales et internationales non étatiques dont le Système des Nations Unies, le Réseau des compétences électorales francophones, Assemblée parlementaire de la Francophonie ont été renforcés.

Depuis le lancement en 2022, le projet GPS a touché 512 bénéficiaires dont 42 % de femmes. Au total, les membres du COPIL ont salué les résultats positifs, les efforts mis en œuvre ainsi que la synergie entre les parties prenantes pour l'atteinte des objectifs du projet.

Lire aussi :

[Entretien exclusif avec Jean-Luc Mootosamy, journaliste, directeur de « Media Expertise » Nation.sc](#)

Entretien exclusif avec Jean-Luc Mootosamy, journaliste, directeur de « Media Expertise »



Jean-Luc Mootosamy: (photo COI)

« J'ai vu beaucoup de passion, d'amour du métier et de bonne volonté dans la presse seychelloise »

A l'issue d'une semaine d'accompagnement de journalistes seychellois pour une couverture journalistique professionnelle de l'Assemblée Nationale, le formateur, Jean-Luc Mootosamy, journaliste international originaire de l'Océan Indien, nous parle des résultats de cette activité et de son regard sur la presse locale.

Seychelles NATION : Monsieur. Jean-Luc Mootosamy présentez-vous à nos lecteurs.

M. Mootosamy : Je suis Mauricien et Suisse, journaliste, directeur du cabinet suisse Media Expertise. Je travaille en général dans des zones de conflits et de crises sur le continent africain – ce qui n'est pas le cas des Seychelles. Avec Media Expertise, je forme des journalistes selon les besoins des médias. J'accompagne des rédacteurs en chef et patrons de médias dans l'écriture de projets, de grilles de programmes, de stratégies de production et de diffusion visant à apporter une information de qualité à leur public.

Seychelles NATION : Toute la semaine dernière, vous avez donné une formation à une dizaine de journalistes seychellois. C'est votre deuxième intervention de ce type chez nous. Pourquoi ces activités de formation ?

M. Mootosamy : Ces deux interventions sont dans le cadre du projet Gouvernance, Paix et Stabilité (GPS) de la Commission de l'Océan Indien (COI) avec le soutien de l'Agence Française de Développement (AFD). GPS a plusieurs composantes dont la prévention de crise, l'accompagnement des commissions électorales et l'appui aux institutions démocratiques des Etats

membres. Avec mon employeur, l'Agence française de développement média (CFI), j'ai la charge du volet média de GPS, la formation des journalistes fait partie de ces activités. En juin 2023, nous avons formé une dizaine de participants aux codes d'un journalisme en contexte sensible – avec une attention particulière aux choix des mots utilisés – et cette fois c'est un accompagnement de journalistes pour couvrir de manière professionnelle les travaux de l'Assemblée Nationale des Seychelles.

Seychelles NATION : La préparation s'est faite avec l'Assemblée Nationale ?

M. Mootosamy : Notre collaboration entre le projet GPS et l'Assemblée Nationale seychelloise s'est très bien passée. J'ai travaillé en étroite collaboration avec le bureau de la Secrétaire générale et je souhaiterais ici remercier Mme Tania Isaac et son équipe, particulièrement son adjointe, Melle Alexandria Faure, *deputy clerk*, qui a été d'une aide précieuse pour choisir les dates de formation, échanger sur les contenus et qui a fait de son mieux pour permettre aux journalistes de voir l'Assemblée Nationale et ses « coulisses ». Je tiens vraiment à saluer cette ouverture dans le cadre de ce qui était possible. J'ai pu construire le reste de la formation à partir de cette disponibilité de l'Assemblée Nationale. La préparation s'est aussi faite avec la Commission électorale des Seychelles qui est venue présenter le mode d'élection des membres de l'Assemblée Nationale. Mes remerciements à Mme Manuella Amesbury, la *chief electoral officer*, pour cette collaboration qui a été très appréciée.

Seychelles NATION : Et quels sont les résultats de cette formation ? Qu'attendez-vous maintenant ?

M. Mootosamy : Je dirais que tout est maintenant entre les mains des journalistes et de l'Assemblée Nationale. Je pense que l'objectif de consolider ou de recréer des ponts entre les médias représentés et cette institution démocratique est atteint. C'est un premier pas important et je suis très heureux que chacun ait saisi l'opportunité de cette formation pour s'interroger sur ce qu'il pourrait faire pour aller vers l'autre. J'attends de voir comment l'Assemblée nationale sera couverte par les participants. Comme dans un restaurant, j'attends de voir comment le plat qui sera préparé par les médias sera servi au public. J'attends aussi d'entendre ces journalistes et l'Assemblée Nationale sur des améliorations dans les relations et le travail de terrain. J'étais aussi heureux que le Président de la République, M. Wavel Ramkalawan qui s'est exprimé via un message écrit, lors de la clôture, a encouragé les journalistes à produire des contenus de qualité.

Seychelles NATION : Après cette interaction avec les journalistes locaux, comment voyez-vous la presse seychelloise ?

M. Mootosamy : J'ai vu beaucoup de passion, d'amour du métier, de bonne volonté. J'ai aussi senti que les journalistes ont envie d'apprendre. Cela n'a pas été facile de réunir 10 journalistes pour cette formation et je remercie

l'Officier permanent de liaison des Seychelles, M. Ralph Agrippine qui a aidé le projet GPS à sensibiliser les patrons de presse. Ils ont répondu favorablement même s'ils ont des ressources humaines limitées.

Aux journalistes que je rencontre, je dis toujours de penser au public. Même si certains journalistes font l'objet de pression, je les encourage à garder le cap dans la recherche de vérité. Je leur demande aussi d'être professionnels, de faire leur « home work », de se documenter quand ils traitent un dossier, de faire honneur au métier et surtout, surtout, de ne pas tomber dans le manque de respect de l'autre, l'insulte, les règlements de compte via leur clavier. Je pense que nous ne devons pas confondre liberté de la presse et permis de publier tout et n'importe quoi sans redevabilité. Je vois beaucoup d'opportunités pour la presse seychelloise, en termes de développement dans le public ou le privé. Malgré les vents contraires, le secteur a des raisons d'envisager un avenir ici.

Seychelles NATION : Les réseaux sociaux ont fait naître des journalistes auto-proclamés. Quel est votre regard dessus ?

M. Mootoosamy : Journalisme, c'est un métier, avec des codes, avec une redevabilité vis-à-vis d'un rédacteur en chef, d'un public. Un individu convaincu d'être « influenceur », une personne sur Facebook, Instagram, TikTok n'est pas immédiatement un journaliste. Cette personne est une source d'information intéressante. Des journalistes passent parfois dans une salle de rédaction avant de poursuivre leur carrière sur des réseaux. Ceux-là connaissent le cadre de notre fonctionnement. Mais les autres qui n'ont jamais eu de lien avec une salle de rédaction ne rendent pas toujours service à notre métier et à la société.

Il faut garder un regard critique sur tout ce qui nous parvient. Quand une vidéo tombe sur mon WhatsApp, je ne la repartage que si j'ai fait des vérifications. Avec ce type d'application, nous sommes potentiellement tous des diffuseurs. C'est une responsabilité. Mais les médias, la presse doivent absolument apprivoiser ces canaux de diffusion pour y mettre des contenus fiables. Sinon, ils risquent d'être spectateurs de leur disparition.

Seychelles NATION : Et l'intelligence artificielle, vient compliquer les choses !

M. Mootoosamy : Oui et il faut s'attendre à ce que cela grandisse. Il faut ajouter à cela les usines à « fake news » pour déstabiliser des sociétés. Raisons de plus pour que la presse soit consciente des enjeux et qu'elle saisisse des opportunités pour proposer des contenus qu'une machine, aussi « intelligente » qu'elle puisse paraître, ne pourra pas réaliser.

Seychelles NATION : Jean-Luc, vous êtes aussi le journaliste africain, enfant de l'Océan Indien qui voyageait régulièrement avec le pape François ! Parlez-nous de cette expérience exceptionnelle.

M. Mootoosamy : C'est ce que le journalisme m'a offert de plus beau et de plus fort. Sans ce métier, sans le parcours qui a été le mien, je n'aurais pas voyagé avec un pape ! J'ai fait quatre voyages avec lui depuis 2019 au

Mozambique, Madagascar et Maurice puis Canada en 2022. L'an dernier, j'étais en République démocratique du Congo et Soudan du Sud en janvier puis au Portugal en août. Ce sont des voyages extraordinaires qui demandent beaucoup de préparation – y compris physique – et de rigueur. Nous sommes proches du pape, nous le rencontrons, nous l'interrogeons en conférence de presse sur l'avion. Notre rôle dans ces voyages est de raconter, d'être des témoins fidèles de ce qui se passe, de manière honnête, en respectant des règles d'embargo et de sécurité. Avoir une place sur l'avion n'est jamais garanti. Je dois aussi chercher des sponsors pour financer ces voyages, car le Vatican ne couvre pas nos frais – peut-être que des soutiens seychellois seraient intéressés. J'offre ainsi une couverture à ceux qui me suivent sur les réseaux sociaux ou des médias partenaires intéressés par ce sujet très rassembleur.

***Seychelles NATION* : Quand reviendrez-vous aux Seychelles ?**

M. Mootoosamy : Une nouvelle formation pour la couverture électorale est prévue pour la fin de l'année 2024. Mais il est aussi possible que je revienne avant et j'en serais heureux pour continuer à partager ce que j'ai reçu de mes consœurs et confrères dans l'unique but de mieux informer les citoyens de votre pays.

Propos recueillis par Vidya Gappy.

Formation sur l'évaluation des risques des installations portuaires



Programme de Sécurité portuaire et de Sûreté de la navigation coordonné par la Commission de l'océan Indien

En partenariat avec le ministère mauricien de l'Économie bleue, des Ressources marines, de la Pêche et de la Navigation, l'Organisation maritime internationale (OMI) a organisé, du 5 au 8 février 2024 à Port-Louis (Maurice), une formation sur l'évaluation des risques des installations portuaires. L'objectif final étant d'assurer la sécurité des zones portuaires et soutenir leur compétitivité. Cette formation s'est déroulée dans le cadre du Programme de Sécurité portuaire et de Sûreté de la navigation (PSP) coordonné par la Commission de l'océan Indien (COI) sur financement de l'Union européenne.

L'évaluation des risques des installations portuaires est un exercice essentiel pour assurer la sécurité des zones portuaires et soutenir leur compétitivité. En partenariat avec le ministère mauricien de l'Économie bleue, des Ressources marines, de la Pêche et de la Navigation, l'Organisation maritime internationale (OMI) a organisé, du 05 au 08 février 2024 à Port-Louis (Maurice), une formation sur ce sujet dans le cadre du Programme de Sécurité portuaire et de Sûreté de la navigation (PSP) coordonné par la Commission de l'océan Indien (COI) sur financement de l'Union européenne (UE).

Cette formation a bénéficié à une trentaine d'agents de la Force de police de Maurice, de l'Autorité portuaire de Maurice, de la Garde côtière nationale, des douanes ainsi que des ministères en charge du Transport maritime et de l'Environnement, et d'opérateurs privés du secteur maritime et portuaire, entre autres.

Le capitaine Coopen, directeur du Transport maritime, a illustré le rôle fondamental de la formation comme pierre angulaire pour relever les défis de sécurité maritime. M. Ghorbel, responsable technique de la division de la sécurité maritime de l'OMI, a souligné l'importance critique de l'évaluation des risques de sécurité portuaire et de la collaboration inter-agences conformément aux cadres internationaux en vigueur, notamment sur la

sûreté en mer, la lutte contre les trafics illicites et les crimes, le sauvetage ou encore la prévention et la réduction des risques de pollution, entre autres.

Pour le ministre de l'Économie bleue, des Ressources marines, de la Pêche et de la Navigation : " Cette formation est essentielle pour former et démontrer toutes les personnes concernées comment diviser le port national en installations portuaires indépendantes et quels sont les éléments à prendre en compte lors de l'évaluation de la sûreté des installations portuaires. Les participants pourront ainsi identifier les failles en termes de sûreté physique, de sécurité structurelle, au niveau des systèmes de protection du personnel, des procédures, des systèmes de télécommunications et de tout autre domaine représentant un risque pour les personnes, les biens ou les opérations au sein de l'installation portuaire. » A cet égard, une mission de l'OMI réalisée en août 2022, a permis d'élaborer des plans robustes de sécurité des installations portuaires qui sont déployés graduellement.

Lire aussi :

[Programme sécurité Portuaire et sûreté de la navigation : Formation sur l'évaluation des risques des installations portuaires](#)

Un Projet d'Initiative Collaborative avec RECOS

Ce projet d'échange d'expériences s'inscrit dans l'initiative plus vaste de **RECOS**, mis en œuvre par la **Commission de l'océan Indien** et financé par l'Agence Française de Développement (AFD) et le FFEM. Le **programme RECOS** a permis à ces 10 élèves Malgaches d'expérimenter les initiatives de l'AME. Ils pourront s'en inspirer à leur retour et devenir, à leur tour des ambassadeurs des AME, puisqu'ils envisagent de créer une structure similaire à Ankalika-Toliara.

L'Engagement de Madame Léandre et les Initiatives de l'AME de Saint-Leu



Soulignons également l'engagement crucial de **Madame Léandre**, responsable de l'aire marine éducative de Saint-Leu, qui, avec les élèves de l'AME de Saint-Leu mènent des initiatives depuis 2016 : actions de re-végétalisation et pépinière scolaire, plantation d'espèces endémiques sur la plage ou encore concrétisation d'une zone non-fumeurs en 2018, avec le soutien de la Mairie de Saint-Leu qui a fait de l'éducation et de la qualité de vie des élèves une priorité de sa mandature.

Ce travail a été mené en collaboration avec un ensemble de partenaires : l'Office de tourisme intercommunal, le centre de culture scientifique Sciences Réunion, le Cluster maritime de La Réunion et la Réserve naturelle marine de La Réunion.

Ce partenariat inter-écoles aura créé des ambassadeurs des AME, les élèves malgaches devant partager leurs expériences à leur retour. Cet échange enrichissant sur le plan écologique et éducatif l'aura également été sur le plan humain, en renforçant les liens entre les élèves de Saint-Leu et de Tuléar.

Développement énergétique : Engagement du Japon orienté vers les énergies renouvelables



L'ambassadeur du Japon, Abe Koji, reçu à Ampandrianomby par le ministre Jean-Baptiste Olivier.

Lors d'une réunion fructueuse entre le ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, Jean-Baptiste Olivier, et l'ambassadeur du Japon pour Madagascar et les Comores, Abe Koji, un engagement fort en faveur du développement du secteur énergétique malgache a été affirmé. Cette rencontre a mis en lumière les ambitions communes visant à améliorer la production énergétique dans le pays, dans l'intérêt direct de la population malgache. Le Japon, reconnu pour ses avancées technologiques et son expertise dans le domaine énergétique, offre une précieuse opportunité à Madagascar pour bénéficier de son savoir-faire. L'ambassadeur Abe Koji a réaffirmé la volonté de son pays d'apporter un soutien substantiel à Madagascar dans son développement énergétique. Il a souligné l'importance de prioriser les énergies renouvelables dans cette collaboration, en phase avec les objectifs mondiaux de transition énergétique et de lutte contre le changement climatique. Cette initiative revêt une importance capitale pour Madagascar, un pays confronté à des défis énergétiques majeurs et qui cherche à diversifier ses sources d'énergie tout en les rendant plus durables et accessibles à tous. L'engagement du Japon offre ainsi une opportunité significative pour renforcer l'infrastructure énergétique du pays et améliorer la qualité de vie de ses citoyens. La rencontre entre les deux parties témoigne d'une coopération bilatérale prometteuse. Elle souligne également l'importance des partenariats internationaux dans la promotion du développement durable et de l'accès à l'énergie pour tous. Dans un contexte où les enjeux énergétiques et environnementaux sont de plus en plus préoccupants, cette collaboration entre Madagascar et le Japon ouvre la voie à des solutions innovantes et durables pour répondre aux besoins énergétiques du pays tout en préservant son environnement naturel.

Antsa R.

Lire aussi :

[De l'électricité au chauffage, La Réunion mise sur les énergies renouvelables](#)

Corne de l'Afrique : le spectre d'un réveil de la piraterie somalienne



Un navire arraisonné, emmené avec son équipage en Somalie et depuis, aucune nouvelle: l'attaque le 14 décembre du vraquier MV Ruen a réveillé le spectre de la piraterie qui a semé la terreur au large de la Corne de l'Afrique entre 2005 et 2012.

Cette attaque menée à 380 milles marins (700 km) à l'est de l'île yéménite de Socotra est le premier détournement réussi par des pirates somaliens depuis celui du tanker Aris 13 en 2017, lui-même inédit depuis 2012.

Elle est le cas le plus extrême d'une menace qui s'est accrue dans cette zone de l'océan Indien, sur une route commerciale majeure, soulignent des experts interrogés par l'AFP, qui jugent toutefois une résurgence à grande échelle peu probable.

Depuis mi-décembre, l'agence de sécurité maritime britannique (UKMTO) a recensé six incidents au large des côtes somaliennes, allant de l'approche par des hommes armés (AK-47, lance-roquettes) au détournement de navire.

La tendance s'est amorcée l'an dernier. En 2023, le pôle d'expertise français de sûreté maritime MICA Center avait relevé 9 incidents de piraterie au large de la Somalie, une «nouveau» depuis plusieurs années.

Les actes les plus significatifs «se sont concentrés sur la fin de l'année, presque de manière concomitante à ce qui s'est passé dans la partie mer Rouge, golfe d'Aden et Bab el-Mandeb», détaille à l'AFP le capitaine de frégate Eric Jaslin, commandant du MICA Center.

Depuis mi-novembre, les rebelles yéménites Houthis mènent des attaques dans cette zone sur des navires liés à Israël, en représailles à sa guerre menée contre le Hamas à Gaza après l'attaque du 7 octobre.

«Presque au même moment, on a commencé à observer des phénomènes de piraterie contre des boutres au large du Puntland», souligne Eric Jaslin.

Cette région somalienne à la pointe de la Corne de l'Afrique, baignée au nord par le golfe d'Aden et à l'est par l'océan Indien, est un repaire historique de piraterie.

«Terrain de chasse»

«Plusieurs détournements de dhows (boutes typiques de l'océan Indien) l'an dernier ont alerté certains observateurs sur le fait que des groupes de pirates somaliens pourraient être en train de se rééquiper avec des moyens permettant des attaques loin en mer», souligne Timothy Walker, chercheur à l'Institut des études de sécurité (ISS).

Selon le modus operandi traditionnel des pirates, la saisie de bateaux de pêche (boutes motorisés, chalutiers) pouvant parcourir de grandes distances permet d'obtenir un « vaisseau-mère », d'où sont ensuite lancées des opérations avec des embarcations plus maniables.

Avec les attaques houthis, «beaucoup de navires ralentissent (à l'approche de la Corne de l'Afrique, ndlr), attendant des instructions pour passer ou non par la mer Rouge. Ça crée un terrain de chasse», souligne Timothy Walker.

Ce «terrain de chasse» s'est ouvert avec le déplacement de certaines forces navales de l'océan Indien vers la mer Rouge.

Des élections sensibles en décembre/janvier au Puntland ont également détourné l'attention des forces de sécurité locales des côtes vers l'intérieur des terres, souligne Omar Mahmood, chercheur à l'International Crisis Group.

«Ces deux raisons, sur terre et en mer, ont fourni une opportunité pour ces groupes criminels qui ont toujours été là», ajoute-t-il.

La Force de police maritime du Puntland (PMPF) n'a pas répondu aux sollicitations de l'AFP. [Lire l'article](#)

Lire aussi :

- [Visite de courtoisie du Général de Brigade Giraud auprès du Président Ramkalawan Nation.sc](#)
- [La Marine nationale saisit 1,6 tonne de méthamphétamine dans le nord du canal du Mozambique Imazpress](#)
- [ANTSIRANANA - Les Forces navales américaines dans le Nord](#)

Arrivées touristiques : La barre de 1,3 million pas franchie

4 590 touristes en moins que les objectifs fixés



Attendus depuis le 11 janvier, les chiffres pour 2023 sont enfin tombés, avec plus d'un mois de retard, vendredi le 16 février. Si, comme escompté par les opérateurs, l'industrie touristique a connu une année exceptionnelle en 2023, les chiffres publiés enfin par le bureau des statistiques révèlent cependant que la barre des 1,3M d'arrivées annoncées n'a pas été atteinte. Maurice a ainsi accueilli en 2023, 1,295,410 passagers. Il manque quelque 4590 passagers pour faire le compte.

En 2022 également, les objectifs annoncés n'avaient pas été atteints, avec moins d'un million de touristes pour l'année, totalisant 997 290 arrivées. Reste que les 1 295 410 arrivées enregistrées entre janvier et décembre 2023 représentent quand même une croissance appréciable de presque 30% (29,8% plus exactement) par rapport à l'année précédente.

Ainsi, même si en dessous de la barre de 1,3 million, les données de 2023 montrent que le secteur touristique se redresse lentement. L'expansion entre 2022 et 2023 a été portée principalement par les arrivées par voie aérienne, représentant plus de 99% du flux touristique total. Un examen plus approfondi révèle également une répartition plutôt équilibrée entre les genres, soit 635 663 hommes et 659 747 femmes, avec une légère augmentation du nombre d'arrivées féminines en 2023 comparé à 2022, où le nombre s'élevait à 503 952. Ce qui témoigne d'une attractivité accrue auprès de ce segment de marché. Dans le détail, c'est toujours l'Europe qui domine, avec 834 825 arrivées enregistrées en 2023 contre 674 511 en 2022. Le marché français est loin devant, enregistrant 319 522 visiteurs en 2023, contre 238 684 l'année précédente. Le marché britannique est aussi en croissance avec 145 873 arrivées comptabilisées pour 2023, contre 140 847 en 2022. [Suite de l'article](#)

Lire aussi :

[Innovathon Tourisme La Réunion, compétition novatrice pour l'attractivité du territoire](#) **Outremers360**

Schéma d'aménagement régional : la Région réunit la commission d'élaboration et de suivi



Ce mercredi 14 février, dans l'hémicycle de l'Hôtel de Région, s'est déroulée la Commission d'Elaboration et de Suivi du SAR (CESAR). Dans le cadre de son élaboration, une importante phase de concertation a débuté en 2023 avec les différents acteurs et la population. Nous publions ci-dessous le communiqué de la Région (Photo : Région Réunion)

La Présidente Huguette Bello a ouvert la séquence aux côtés du Conseiller Régional Wilfrid Bertile et de la SGAR de La Réunion, Nathalie Infante.

"Ce diagnostic a été nourri par les enseignements des rencontres territoriales et citoyennes. Il a permis de mettre en perspective les enjeux du territoire autour de 5 grands défis auxquels nous devons faire face collectivement ; des défis qui sont en parfaite cohérence avec les orientations de notre projet de mandature régional", a déclaré Huguette Bello.

Le Schéma d'Aménagement Régional (SAR), est un document de planification stratégique et d'aménagement du territoire. Le SAR fixe les orientations fondamentales à moyen terme en matière de développement durable, de mise en valeur du territoire et de protection de l'environnement. Le SAR détermine les différentes vocations des espaces du territoire et l'implantation des grands équipements, d'infrastructures de transport.

[Suite de l'article](#)

Lire aussi :

[PROGRAMME DE LA BANQUE MONDIALE - Une enveloppe de quatre milliards de dollars pour Madagascar](#) **Lexpress.mg**

La création imminente d'une Digital School à Madagascar



Les avancées technologiques s'apprêtent à inaugurer une Digital School à Madagascar, une annonce faite lors de la deuxième journée du Sommet mondial des Gouvernements à Dubaï, avec une attention particulière portée sur la jeunesse. Dans son allocution, le président Andry Rajoelina a mis en exergue l'importance des nouvelles technologies dans la croissance et le développement, soulignant que 75% de la population du pays est constituée de jeunes. Ainsi, la mise en place d'une Digital School est prévue dans un avenir proche avec La Fondation Mohammed Bin Rashid Al Maktoum Global Initiatives.

« Comme sur le continent africain, où 75% de la population malgache est jeune, c'est une force et un avantage que nous devons pleinement exploiter, » a affirmé le chef de l'État dans son discours d'hier. En mettant l'accent sur la jeunesse, son objectif est de rendre chaque citoyen utile pour contribuer au développement du pays, évitant ainsi qu'ils ne deviennent un fardeau pour leur famille ou une charge pour la communauté. « C'est dans cet esprit que la politique générale de l'État malgache est axée sur la jeunesse à travers la formation, » a-t-il ajouté. Avec une majorité de jeunes dans le pays, il aspire à exploiter pleinement ce potentiel pour stimuler le développement. Par conséquent, le président prévoit d'investir massivement dans la formation professionnelle afin d'accroître la compétence des jeunes et de réduire le chômage.

En effet, le chômage constitue l'un des principaux obstacles au développement du pays. Pour y remédier, le président de la République a opté pour la promotion des nouvelles technologies. « En partenariat avec les Émirats arabes unis, nous sommes convaincus d'avoir un partenaire doté d'un savoir-faire de qualité et d'une expérience pour accompagner Madagascar vers un développement rapide et durable, » a-t-il souligné.

[Suite de l'article](#)

Seychelles' youth enhance knowledge on sustainable fisheries



Mr Nicole (with microphone), Mr Andre and Mr Cedras (photo right) talking to the students about the fisheries sector (Photo: Kurtrine Albert)

A group of students aged between 14 and 16 years coming from various state and private schools yesterday attended an education session about the importance of sustainable fisheries for Seychelles' future.

The two-hour session for the 170 students comprised the screening of a documentary titled 'Fishermen, the heart of a Nation' produced by Marie and Frankie Rignace, a debate with the involvement of three local fishermen followed by a fisheries fair.

The session at the National Theatre, Mont Fleuri was organised by Com & Click in partnership with the education ministry, Seychelles Fishing Authority (SFA) and Ministry of Fisheries and Blue Economy.

According to Com & Click, the documentary features a detailed overview of the history of the artisanal fisheries sector in Seychelles combined with interviews from fishermen with over 40 years of experience in artisanal fisheries, and how fisheries has become more and more unsustainable..

It also showcases the introduction of new fishing gears and technology as well as sustainable fishing practices that fishers can learn from.

One of the producers and founder of Com & Click, Marie Rignace said the message to students is that fishing is an interesting job and needs to be appreciated.

"I hope that they will be interested to learn more about it and maybe become a fisher in the future as it is the second pillar of our economy," added Mrs Rignace.

In an interview with *Seychelles NATION*, Rafael Amesbury, a student in his final year at *Ecole Française des Seychelles*, said he found the documentary to be very interesting.

"It was very educational and I had the chance to learn about one of the great sectors of our economy, which is fishing," said Rafael. He added that it was a great initiative to educate the younger generation about the fisheries-related laws the government has put in place. [Suite de l'article](#)